



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1985 - 25 mai 1995 - 4 F

D 1985 EL SALVADOR : MGR ROMERO. QUINZE ANS APRÈS

Le 24 mars 1995, des célébrations marquaient à San Salvador le 15^e anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes. Un nouveau "Centre Monseigneur Romero" était béni par Mgr Corral, évêque de Riobamba en Équateur. Le Père Jon Sobrino, survivant du massacre des jésuites de l'Université centro-américaine de 1989, déclarait à cette occasion : *"Notre illusion est de garder vivante l'inspiration de Mgr Romero et de tous les martyrs..."*.

C'était aussi l'occasion, pour le centre pastoral de cette université de San Salvador, de rappeler une nouvelle fois le scandale de l'impunité des commanditaires et des exécutants de l'assassinat de l'archevêque. Et cela en dépit des constatations accablantes de la Commission de la vérité de 1993, sous l'égide de l'ONU (cf. DIAL 1771). Nous publions ci-après le commentaire sur "Quinze ans de honte nationale", publié dans **Carta a las Iglesias** du 1-15 avril 1995.

C'est le lieu aussi d'évoquer la nomination du nouvel archevêque de San Salvador, quelque cinq mois après la mort de Mgr Rivera Damas (cf. DIAL D 1952). Il s'agit de Mgr Fernando Sáenz Lacalle, jusqu'alors évêque auxiliaire de Santa Ana. Membre de l'Opus Dei, il avait également la charge d'administrateur apostolique de l'Ordinariat militaire d'El Salvador (en remplacement de Mgr Ramos Umaña, titulaire, dont le meurtre toujours inexplicable a eu lieu le 25 juin 1993). A ce dernier titre, la nomination au siège de San Salvador de Mgr Sáenz Lacalle ne peut qu'être surprenante quand on connaît l'implication des milieux militaires dans l'assassinat de Mgr Romero et de l'armée comme telle dans le massacre des jésuites de l'Université de San Salvador.

Note DIAL

L'ASSASSINAT DE MGR ROMERO, QUINZE ANS DE HONTE NATIONALE

*"Il n'a pas été possible d'ouvrir le procès
pour châtier les coupables de l'assassinat de Mgr Romero.
Cela n'empêche pas les gens de chez nous de savoir qui ils sont.
Il y a une vérité qui est connue du peuple."*

(Mgr Rivera, dans une interview donnée à Rome peu avant sa mort)

Quinze ans après l'assassinat de Mgr Romero, il existe des pistes abondantes et sérieuses sur ceux qui l'ont tué. Mais il y a encore beaucoup à faire pour une clarification définitive, tandis que les suspects continuent de vivre dans une impunité totale.

Rappelons d'abord les données qui apparaissent dans le rapport de la Commission de la vérité en 1993 :

"L'ancien major Roberto D'Aubuisson a donné l'ordre d'assassiner l'archevêque (...). Les capitaines Alvaro Saravia et Eduardo Avila ont eu une participation active dans la préparation et l'exécution de l'assassinat, ainsi que Fernando Sagrera et Mario Molina. Amado Antonio Garay, chauffeur de l'ancien capitaine Saravia, a été désigné

pour transporter le tireur à la chapelle (...). Walter Antonio "Musa" Alvarez, avec l'ancien capitaine Saravia, s'est occupé du règlement des "honoraires" de l'exécutant de l'assassinat (...). La Cour suprême a joué un rôle actif dans le blocage de la procédure d'extradition de l'ancien capitaine Saravia réfugié aux États-Unis et de son incarcération postérieure en El Salvador. C'était une façon comme une autre de lui assurer l'impunité en tant qu'instigateur de l'assassinat."

Beaucoup pensent qu'il est inutile de continuer d'enquêter sur le cas de Mgr Romero et que ce qui en est dit dans le rapport de la Commission de la vérité est amplement suffisant. Cependant la commission elle-même fait ressortir que son enquête a été incomplète pour diverses causes : négligences policières, manque de collaboration du gouvernement salvadorien et de celui des États-Unis, manque de coopération et peur de la part des témoins. Il reste donc un certain nombre de pistes à explorer. En tout cas, si l'on ne va pas au fond de l'affaire dans un crime aussi exécrationnel, la justice et la nécessaire réconciliation ne pourront jamais être édifiées sur une base solide. Voyons quelques-unes de ces pistes.

En premier lieu, un rapport du Comité des avocats pour les droits de l'homme de New York, en 1990, relevait déjà le point suivant :

"L'absence d'analyse d'un rôle possible de l'armée dans l'assassinat de Mgr Romero est inexplicable - si ce n'est dans les termes les plus cyniques. On a du mal à concevoir que les auteurs aient assassiné la personne sans doute la plus vénérée du pays, celle qui élevait la voix contre la répression, sans avoir un minimum de garanties d'impunité."

C'est en effet très vraisemblable du fait que des hauts fonctionnaires au pouvoir en étaient arrivés à autoriser des assassinats. Ainsi, une source militaire a déclaré à des journalistes que l'escadron de la mort dirigé par l'ancien collaborateur de la CIA et vice-ministre de la défense, le colonel Nicolás Carranza, avait reçu l'autorisation de mener à bien des assassinats d'hommes politiques notoires.

En deuxième lieu, Adalberto Salazar Collier, qui était en procès devant la justice ¹, a parlé d'une autre piste menant à la possible participation de l'armée salvadorienne dans la dissimulation du crime, mais qui n'a pas non plus fait l'objet de la moindre enquête.

En 1984, en effet, l'ancien major D'Aubuisson avait présenté à la télévision Salazar Collier comme étant le "commandant Pedro Lobo" du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), attribuant à la guérilla la responsabilité de l'assassinat de Mgr Romero. En réalité, le jour du crime, Salazar se trouvait dans une prison du Honduras. Un an plus tard il avait déclaré à une équipe d'enquêteurs qu'il avait été forcé à avouer sa participation à l'assassinat. Il avait d'ailleurs ajouté que le colonel Ricardo Peña Arbaiza l'avait aidé à apprendre son rôle de "commandant Pedro Lobo". Plus tard il avait été victime d'un attentat.

Quand l'équipe d'enquêteurs a interrogé le colonel Peña Arbaiza sur le témoignage de Salazar, ce colonel a suggéré aux enquêteurs de chercher "plus haut". Le colonel Peña Arbaiza n'a jamais fait l'objet d'une enquête, ni non plus les hauts gradés dans l'affaire de la vidéo "Pedro Lobo".

En troisième lieu, en septembre 1987, les services du ministère public ont fait connaître une déclaration de Gloria Kahan Guzmán faite dix-huit mois auparavant, selon laquelle le colonel Mauricio Staben, en état d'ivresse, lui avait montré un fusil en disant qu'il avait servi à tuer Mgr Romero. Selon un câble diplomatique de l'ambassade des États-Unis, les preuves de polygraphie allaient dans le sens du témoignage de Gloria Kahan. Cette piste n'a pourtant fait l'objet d'aucune enquête.

¹ Prisonnier de droit commun incarcéré de 1979 à 1981 (NdT).

En quatrième lieu, avant de quitter son poste d'ambassadeur des États-Unis à El Salvador en 1981, Robert White a déclaré avoir reçu une information selon laquelle six riches Salvadoriens vivant à Miami finançaient les activités d'escadrons de la mort, y compris l'assassinat de Mgr Romero, et que Roberto D'Aubuisson dirigeait ces groupes.

En cinquième lieu, différentes agences gouvernementales des États-Unis ont procédé à des investigations sur l'affaire, mais elles n'ont pas publié toute l'information à leur disposition. Des officiels du gouvernement nord-américain ont dit à plusieurs reprises que certains documents du gouvernement apportaient des lumières sur l'affaire de Mgr Romero et sur d'autres aussi. Au cours des dernières années des documents en rapport avec le cas ont été rendu publics, mais il reste encore à les étudier soigneusement.

En sixième lieu, sur la question de l'exécutant, de nombreuses hypothèses ont été émises et la Commission de la vérité ne s'est pas prononcée sur ce point. Les journalistes Tom Gibb et Douglas Farah, par exemple, tiennent pour acquise une source selon laquelle l'assassin a été le détective de la police nationale Edgar Pérez Linares, collaborateur de D'Aubuisson, de Saravia et d'Héctor Regalado, dentiste à Santiago María. La même source affirme que Pérez Linares se vantait d'avoir tué Mgr Romero. En fait la police nationale tuait Pérez Linares en 1986.

Cela suggère une relecture du témoignage du journaliste Jorge Pinto, tel qu'il le donne dans son livre *El grito del más pequeño*. Comme on le sait, Mgr Romero a célébré sa dernière messe à la mémoire de la mère de Pinto. Napoleón Martínez, ami de Jorge Pinto, est arrivé en retard à cette messe; il a vu plusieurs policiers qui, à leur tour, ont fixé leurs regards sur lui. D'après l'épouse de Martínez, des individus sont entrés plus tard dans la bijouterie de Martínez, ils l'ont frappé et ils lui ont demandé s'il savait qui avait tué Romero. En avril 1980, Martínez était enlevé et on n'a plus jamais rien su de lui. La femme de Martínez raconte aussi que, le 28 mai, quelqu'un est entré dans la bijouterie et l'a blessée de cinq balles. Ensuite, alors qu'elle était internée à l'hôpital, des inconnus y sont allés à sa recherche, l'obligeant ainsi à s'enfuir. D'autres témoins ont également reconnu la voiture rouge qui était devant la chapelle comme étant une voiture de la police.

En conclusion, il y a de nombreuses pistes inexploitées et qui restent à explorer. Pourquoi s'est-on attaqué à Napoleón Martínez et l'a-t-on fait disparaître? Pourquoi s'en est-on pris à sa femme? Des militaires ont-ils participé à la dissimulation? Pourquoi le gouvernement nord-américain n'a-t-il pas suivi les pistes indiquées dans "l'agenda Saravia"²? Pourquoi la Cour suprême a-t-elle fait obstacle à l'extradition de Saravia? Qu'est-ce qu'implique la révélation du colonel Staben sur le fusil ayant servi à l'assassinat? Qui a manipulé le fusil au moment de l'assassinat?

La disparition de témoins, la négligence et (ou) la dissimulation par le système judiciaire, l'armée, les forces de sécurité et le gouvernement ont, des années durant, empêché le suivi de l'affaire, et cela jusqu'à aujourd'hui. Pire encore, l'Assemblée législative n'a guère tardé, dans les jours qui ont suivi la publication du rapport de la Commission de la vérité, à voter l'amnistie en faveur des assassins de Mgr Romero. Rappelons aussi que l'actuel président de la République Calderón Sol a énergiquement pris la défense de D'Aubuisson en mars 1993.

Nous espérons que ceux qui connaissent la vérité sauront nous donner les éléments majeurs d'une affaire aussi centrale dans la vie du pays. Nous nous devons de le répéter : d'abord la vérité, ensuite la justice, et enfin la réconciliation. Voilà comment les blessures seront fermées et les Salvadoriens guéris. Ainsi seulement pourrons-nous édifier un avenir meilleur.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

² Pièce saisie le 7 mai 1980 à l'occasion d'une perquisition dans une maison de campagne, et contenant un certain nombre d'informations sur l'assassinat de Mgr Romero quelques semaines plus tôt. Cf. DiAL D 1771 page 3 (NdT).